



CEREALES

Ne pas se tromper sur le tempo !

par Henri de Benoist,

Président de l'AGPB-Céréaliéristes de France

■ Notre agriculture a été rudement secouée ces derniers mois, météorologiquement, économiquement, moralement, politiquement. Les céréaliéristes n'ont pas échappé à cette tempête, qui n'a d'ailleurs pas fini de produire ses effets.

Dès maintenant, deux grandes évidences s'imposent. D'une part, il nous faut absolument traiter la vertigineuse méconnaissance dont font preuve nos concitoyens par rapport à ce que nous sommes et faisons. D'autre part, compte tenu de toutes les prises de position qu'ont provoquées ces derniers mois les crises de l'ESB, de la fièvre aphteuse etc., la physiologie de la Politique Agricole Commune évoluera nécessairement.

Pour améliorer la perception qu'ont de nous nos concitoyens, nous disposons au départ d'un atout, dans la mesure où ils regrettent aussi profondément leur éloignement du monde agricole qu'ils sont prompts à l'accuser. Sachons en profiter pour leur ouvrir les yeux. Mais, soyons réalistes, les moyens employés doivent être à la hauteur de la tâche. Tous - producteurs, syndicats, organismes économiques, chambres - doivent s'investir et, ce, qui plus est, de manière cohérente, selon une stratégie commune. Moyen le plus approprié pour fai-



re tomber les préjugés, comme en témoignent diverses expériences, le contact direct agriculteur/citadin semble devoir constituer l'une des pièces maîtresses de cette stratégie.

Plus et plus vite nous nous révélerons aux yeux de nos concitoyens, moins nous risquons de voir la PAC s'enfoncer dans des impasses au gré de leurs fantasmes !

A cet égard, si l'on considère les discours des politiques et les commentaires des médias, nous avons aujourd'hui à faire face à une sorte de mot d'ordre, la réorientation de la PAC. Plus particulièrement, ce sont les compensations qui sont en cause : de nombreuses voix préconisent d'en réaffecter

les crédits au soutien d'actions des agriculteurs en faveur de la qualité, du développement rural, de l'environnement, etc. Pour nous, pareille évolution n'est envisageable que contrebalancée par un retour à un niveau normal de prix à la production. Pour cela, les Etats-Unis doivent mettre fin au dumping qu'ils font régner sur les marchés en subventionnant massivement leurs producteurs ; il faut également qu'ils mettent à nouveau en œuvre des mesures de maîtrise de la production pour éviter une offre excessive.

A ces conditions, c'est-à-dire sous réserve d'un accord à l'O.M.C qui aille dans ce sens, l'Union Européenne pourrait effectivement s'engager dans une réorientation de son budget agricole, comme ci-dessus. Il faudrait en outre que les mécanismes de cette réorientation soient les mêmes dans tous les pays-membres de l'U.E, pour ne pas créer de distorsion. Mais il est vital, tout le monde devrait le comprendre, de ne pas se tromper sur le tempo. Entrer dans un processus de réorientation des aides communautaires sans avoir négocié auparavant avec les américains serait fatal. Les Etats-Unis ne sont pas le genre d'adversaire face auquel l'on peut baisser les armes unilatéralement, en croyant qu'il suivra l'exemple.